

Arrestations arbitraires

L'UN exige la libération de Firmin Ollo Obiang

Par Prince Villa

Dans une double communication à la presse le vendredi 22 juillet dernier à Libreville, le directoire et la coordination nationale des jeunes de l'Union nationale (UN) ont exigé la libération sans condition de Firmin Ollo Obiang, responsable national des jeunes dudit parti de l'opposition, kidnappé en compagnie de son plus proche collaborateur, Mathurin Ovono, par les milices d'Ali Bongo Ondimba, dans la nuit de jeudi à vendredi derniers, à l'ancienne gare routière.

Un acte d'un autre temps, condamné avec énergie par le secrétaire exécutif adjoint du parti, Sandrine Souah Akerey et le coordinateur national adjoint des jeunes de l'UN, Patrick Nzoghe. Pour eux, ces méthodes terroristes et propres aux régimes de dictature foulent



Le directoire de l'UN exigeant la libération de leur militant

aux pieds les droits élémentaires du citoyen.

De telles pratiques, selon le secrétaire exécutif adjoint, ne sont pas de nature à apaiser le climat politique, particulièrement malsain depuis que le pouvoir établi a décidé d'opérer un nouveau passage en force contre la volonté du peuple au cours du scrutin présidentiel du 27 août prochain.

L'UN refuse donc de voir ses

membres intimidés par quelque force de répression que ce soit. Le parti du président Zacharie Myboto a appelé, pour la circonstance, le pouvoir émergent à la retenue et à cesser immédiatement la chasse aux opposants lancée depuis le samedi 9 juillet 2016.

Depuis ce jour, de nombreux jeunes de l'UN, des leaders syndicaux et de la société civile sont enle-

vés par les soldats encagoulés, armés jusqu'aux dents et en dehors des heures légales. Ces arrestations abusives ont entraîné une véritable psychose au sein de la population.

Au vu de cette situation, « *notre parti rend le régime Bongo-PDG responsable des débordements qui pourraient découler des atteintes répétées aux droits de l'Homme et du citoyen* », a prévenu Sandrine Souah Akerey, non sans indiquer qu'« *aucune arrestation, aucune campagne d'intimidation, aucune force de répression, fût-elle militaire, ne feront reculer l'Union nationale. La force de la loi restera au dessus de la loi par la force.* »

Le combat des jeunes interpellés est celui de l'instauration d'un Etat de droit et de la démocratie totale dans notre pays. C'est dans ce sens que Patrick Nzoghe fait constater, pour le regretter, le climat de terreur que le régime d'Ali Bongo fait

régner depuis quelques semaines à Libreville et ses environs.

Ce climat, a poursuivi le coordinateur national adjoint des jeunes de l'UN, vise à intimider et à bâillonner la jeunesse de l'opposition et les membres de la société civile libre. Les premières victimes de ces abus de pouvoir sont entre autres, Jeff Blampain, membres du mouvement des jeunes de l'Union du peuple gabonais (UPG), Gaël Koumba Ayoune, alias le Général des mapanes, Enrique Mamboundou, président du mouvement Brakata.

D'autres jeunes activistes tels que Ghislain Ledoux Mbovoué Edou et le rappeur Bung Pinz, sont dans le collimateur des escadrons de la mort d'Ali Bongo. Les jeunes de l'UN ont pris à témoins la communauté nationale et internationale face aux dérives autoritaires du pouvoir établi au Gabon.

Ces jeunes n'entendent plus se laisser violenter et pourchasser par les forces de sécurité à la solde d'un pouvoir vomi par le peuple.

Mise au point

Le docteur Sima Olé, tient à préciser que contrairement au communiqué publié le lundi 4 juillet 2016 dans le journal Echos du Nord, par lequel il était présenté comme membre de la coordination générale pour l'implantation des organes de Démocratie Nouvelle dans le canton Kye, qu'il n'est ni militant, ni sympathisant de ce parti.